DÉBUTS PRÉCAIRES POUR LES RÉFUGIÉS AU CANADA : SITUATION DE LOGEMENT

Robert Murdie (York University)

RÉSUMÉ

Si les expériences des immigrants en matière de logement au Canada sont relativement bien documentées, les données sur la situation de logement des réfugiés sont beaucoup moins abondantes. Il ressort de travaux de recherche récents que, comparativement aux immigrants, les réfugiés sont moins bien logés et ont plus de difficulté à trouver des logements abordables, en particulier durant la phase initiale de leur établissement. Le présent article fait l'analyse de données récentes sur la situation de logement des réfugiés au Canada, y compris les différences relevées chez les réfugiés parrainés et les demandeurs d'asile au chapitre du logement.

Les expériences vécues par les immigrants au Canada au chapitre du logement ont été relativement bien documentées, surtout au cours de la dernière décennie (voir Murdie et coll., 2006 pour une analyse documentaire). Les données tirées du recensement de 2001 pour les trois principales villes d'accueil du Canada (Montréal, Toronto et Vancouver) montrent qu'un grand nombre d'immigrants accèdent à la propriété dans un délai relativement court et que leur situation de logement s'améliore généralement avec le temps (Hiebert et coll., 2006). Cependant, beaucoup deviennent propriétaires en consacrant une très grande part du revenu familial au logement, au détriment d'autres nécessités comme la nourriture et les vêtements. Diverses études de cas confirment également la réussite de certains groupes d'immigrants récents dans l'accession à la propriété, surtout pour Toronto (Ferdinands, 2002; Oliviera, 2004; Ghosh, 2006). Il existe toutefois des différences entre les groupes, et pour nombre d'immigrants, en particulier les locataires, le manque de logements abordables représente un problème sérieux (Murdie, 2003 et 2004). Ces ménages se retrouvent souvent dans des immeubles locatifs privés en mauvais état et ont peu de chances de voir s'améliorer leurs conditions de logement. À cet égard, les groupes marginalisés comme les réfugiés sont particulièrement vulnérables.

On connaît beaucoup moins la situation du logement des réfugiés au Canada. Dans leur intégration dans une nouvelle société, les réfugiés éprouvent essentiellement les mêmes difficultés que les immigrants à faible revenu, mais ils supportent en plus le stress émotionnel du fait qu'ils ont dû quitter leur pays natal, habituellement dans des circonstances traumatisantes et souvent sans leur famille. Bon nombre souffrent de troubles physiques et psychologiques. Le présent article s'intéresse aux expériences que vivent les réfugiés au Canada au chapitre du logement. À titre de mise en contexte, j'effectuerai d'abord un bref survol de la population de réfugiés au pays, puis j'analyserai la situation de ce groupe sur le plan du logement en m'appuyant sur des travaux de recherche récents. J'établirai également des comparaisons entre les expériences des réfugiés parrainés et celles des demandeurs d'asile.

LES RÉFUGIÉS AU CANADA

Le Canada accueille des réfugiés dans deux catégories principales, soit les réfugiés parrainés et les demandeurs d'asile. Les premiers sont sélectionnés à l'étranger et leur venue au Canada est prise en charge par le gouvernement ou un organisme privé (par exemple, un groupe confessionnel, une association ethnique, un syndicat ou un groupe de personnes). Les réfugiés parrainés obtiennent la résidence permanente à l'arrivée et reçoivent du gouvernement ou du répondant privé une aide à l'établissement. Les demandeurs d'asile entrent au pays sans statut, et le processus de détermination du statut de réfugié au Canada peut durer des mois, voire des années. Pendant cette période, ils sont autorisés à travailler, à étudier et à obtenir des soins médicaux. Si leur demande d'asile est accueillie, ils peuvent demander la résidence permanente pour eux-mêmes et tous les membres de leur famille immédiate. Si tous les réfugiés éprouvent des difficultés dans leur démarche d'établissement et d'intégration, y compris dans la recherche d'un logement abordable et de bonne qualité, les demandeurs d'asile sont particulièrement vulnérables jusqu'à ce que leur demande soit acceptée et qu'ils obtiennent le statut de résident permanent au Canada.

Entre 2000 et 2007, le Canada a accueilli en moyenne chaque année 8 000 réfugiés pris en charge par

TABLEAU 1 :
Nombre annuel moyen de réfugiés arrivant au Canada, des années 1980 à 2007

	Réfugiés pris en charge par le gouvernement	Réfugiés parrainés par des groupes privés	Demandeurs d'asile	Nombre total de réfugiés
Années 1980	12 400	9 000	13 800	35 200
Années 1990	8 000	6 600	29 700	44 300
De 2000 à 2007	8 000	3 200	26 000	37 200

Sources: Conseil canadien pour les réfugiés, 2008 : p. 4; Citoyenneté et Immigration Canada, 2003; Citoyenneté et Immigration Canada, 2007.

le gouvernement et 3 200 réfugiés parrainés par le secteur privé (tableau 1).

En outre, 26 000 étrangers en moyenne ont demandé l'asile chaque année, à la frontière ou au Canada. Le nombre de réfugiés parrainés tend à diminuer depuis les années 1980, tandis que le nombre de demandeurs d'asile est en hausse, surtout depuis le début des années 1990. Au cours de la dernière décennie, le nombre de réfugiés parrainés qui sont entrés au pays est demeuré relativement stable tandis que le nombre de demandeurs d'asile a connu de grandes fluctuations d'une année à l'autre. Les principaux pays sources pendant cette période étaient l'Afghanistan, la Chine, la Colombie, l'Inde, l'Iran, le Mexique, le Nigeria, le Pakistan, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Sri Lanka et le Soudan. Les pays d'origine varient beaucoup chaque année sous l'effet, principalement, des déplacements géographiques provoqués par les guerres dans certaines régions du globe. Les réfugiés au Canada s'établissent majoritairement en Ontario (de 50 à 60 %) et au Québec (de 25 à 30 %). Toronto et Montréal sont les principales villes d'accueil. Quant aux caractéristiques démographiques et économiques à l'arrivée, les réfugiés sont habituellement un peu plus jeunes et moins scolarisés que la population immigrante générale (Citoyenneté et Immigration Canada, 2007). Ils sont donc désavantagés dans la recherche d'un emploi bien rémunéré et d'un logement adéquat.

SITUATION DES RÉFUGIÉS SUR LE PLAN DU LOGEMENT : DONNÉES DE L'ELIC

L'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) est possiblement la source d'information la plus complète et la plus récente sur les expériences des immigrants et des réfugiés du Canada au chapitre du logement. Contrairement aux études rétrospectives qui sont effectuées à un point précis dans le temps et qui demandent aux répondants de se remémorer leurs antécédents de logement, l'ELIC interroge un échantillon d'immigrants et de réfugiés à trois moments différents. Le premier cycle de répondants comprenait un vaste échantillon (12 040) d'immigrants et de réfugiés parrainés, âgés de 15 ans et plus, qui étaient arrivés au Canada entre octobre 2000 et septembre 2001 et avaient vécu au pays pendant au moins six mois. Les répondants ont été interrogés à nouveau deux ans (deuxième cycle) et quatre ans (troisième cycle) après leur arrivée au Canada. Pour différentes raisons, le nombre de répondants a chuté à 9 322 pour le deuxième cycle et à 7 716 pour le troisième cycle. Des données ont été recueillies sur divers sujets liés à l'établissement des immigrants, dont le logement. Hiebert et Mendez (2008) ont récemment analysé les données sur le logement tirées des trois cycles de l'ELIC. Le tableau 2 met en perspective les expériences vécues par les réfugiés parrainés par rapport à l'effectif total d'immigrants et de réfugiés pour les cycles 1 et 3 de l'ELIC, six mois et environ quatre ans après l'arrivée au Canada.

En ce qui concerne les caractéristiques démographiques, la taille moyenne du ménage des réfugiés parrainés était considérablement plus grande que celle enregistrée pour l'effectif total de l'ELIC, ce résultat ayant peu varié entre le premier et le troisième cycles. Tant pour les réfugiés parrainés que pour l'ensemble des répondants, les ménages étaient composés en majorité d'un couple marié avec enfants. Les ménages des réfugiés étaient cependant beaucoup plus souvent composés d'une famille monoparentale, notamment à cause de la séparation des familles et des conséquences de la violence conjugale, de la guerre et de la violence dans le pays d'origine. Là encore, une faible variation a été enregistrée entre les cycles 1 et 3.

Au chapitre des caractéristiques économiques, d'importants écarts ont été constatés entre les réfugiés et l'échantillon total de l'ELIC, surtout pour le premier cycle. Au premier cycle, seulement 22 % des répondants réfugiés avaient un emploi comparativement à 45 % environ de l'échantillon total. Au troisième cycle, l'écart avait considérablement diminué : 56 % des réfugiés exerçaient un emploi comparativement à 68 % pour l'ensemble des répondants. En comparaison, les données sur le revenu familial moyen ne sont pas aussi encourageantes pour le groupe des réfugiés. Même si le revenu familial moyen déclaré par les répondants des deux groupes au troisième cycle était environ trois fois plus appréciable que celui déclaré au premier cycle, les réfugiés gagnaient toujours, au troisième cycle, 20 000 $ de moins que l'ensemble des répondants (33 735 $ par

TABLEAU 2 :
Caractéristiques liées à la situation démographique, économique et de logement pour la population des réfugiés parrainés du Canada, d'après les données de l'ELIC, premier et troisième cycles (six mois et quatre ans environ après l'arrivée au Canada)[1]

Variables	Tous les répondants de l'ELIC		Réfugiés parrainés	
	1er cycle	3e cycle	1re cycle	3e cycle
Démographiques				
Taille moyenne du ménage	3,6	3,7	4,4	4,3
% de ménages unifamiliaux comptant un couple marié avec enfants	49,3	61,3	58,4	60,5
% de ménages unifamiliaux comptant une famille monoparentale	3,4	3,7	11,9	11,3
Économiques				
% de personnes de 18 ans ou plus, salariées	45,3	68,3	22,1	56,3
Revenu familial moyen ($)	18 192	53 157	10 945	33 735
Type de logement et mode d'occupation				
% en maison possédée	18,4	51,8	3,1	19,3
% en maison individuelle non attenante[2]	30,1	32,4	11,9	13,3
% en logement en bande[2]	21,8	20,4	42,8	37,2
Qualité et abordabilité du logement				
% de ménages vivant à l'étroit[3]	23,4	15,0	39,9	30,4
% de locataires consacrant 30 % ou plus du revenu familial au logement	73,9	39,3	85,2	51,7

Notes:
[1] Le groupe des réfugiés comprend les réfugiés parrainés, mais pas les demandeurs d'asile. Ces derniers n'ont pas été inclus dans l'ELIC.
[2] Les données sur le type de logement s'appliquent au deuxième cycle. Aucune donnée sur le type de logement n'a pas été recueillie au troisième cycle de l'ELIC.
[3] Les ménages vivant à l'étroit comptent plus d'une personne par pièce dans un logement.
Sources : Hiebert et Mendez, 2008, Tableaux 3, 5, 7, 9, 12 et 14.

rapport à 53 157 $). Cet écart découlerait notamment du nombre relativement élevé, dans le groupe des réfugiés, de familles monoparentales touchant vraisemblablement un seul revenu.

Cette situation économique assez précaire a eu des répercussions sur la situation de logement des réfugiés pendant la période d'étude de l'ELIC. Comme le montre le tableau 2, les réfugiés parrainés étaient beaucoup moins susceptibles que l'échantillon total d'accéder à la propriété. Seulement 3 % environ des réfugiés possédaient une maison au premier cycle comparativement à 18 % pour l'ensemble des répondants. Un nombre beaucoup plus appréciable de membres des deux groupes étaient devenus propriétaires au troisième cycle, mais l'écart entre les deux groupes était toujours marqué : 19 % des réfugiés avaient accédé à la propriété comparativement à 52 % de l'échantillon total de l'ELIC. Par rapport à l'effectif total, les réfugiés étaient également moins susceptibles de vivre dans une maison individuelle non attenante et beaucoup plus susceptibles d'habiter un logement dans un immeuble bas.

L'écart entre les deux groupes se reflète également dans les résultats liés à la qualité et à l'abordabilité des logements. Au premier cycle, près de 40 % des réfugiés vivaient à l'étroit comparativement à 23 % de l'échantillon total. Au troisième cycle, la situation des deux groupes s'était améliorée quant à l'indicateur de surpeuplement, mais près du tiers des réfugiés vivaient toujours à l'étroit comparativement à 15 % de l'ensemble des répondants. Une plus grande proportion de réfugiés locataires consacraient également plus de 30 % du revenu familial au logement. Au premier cycle, 85 % des réfugiés locataires consacraient plus de 30 % du revenu familial au logement, comparativement à 74 % de l'échantillon total. Malgré une diminution de ces pourcentages au troisième cycle, un peu plus de la moitié des réfugiés consacraient toujours plus de 30 % du revenu familial au logement comparativement à 39 % de l'effectif total de répondants.

Les résultats de l'ELIC confirment que les réfugiés parrainés accusent un retard considérable par rapport à l'ensemble des immigrants et des réfugiés sur les plans de l'accession à la propriété et de l'acquisition d'une habitation individuelle. Les réfugiés connaissent également un taux plus élevé de problèmes de surpeuplement et d'abordabilité. Le problème d'abordabilité que les immigrants, et surtout les réfugiés, continuent de vivre dans les principales villes d'accueil du Canada est particulièrement inquiétant. Ce thème ressort d'ailleurs de l'analyse documentaire comme principal obstacle qui empêche les immigrants et les réfugiés d'obtenir un logement adéquat et abordable, surtout dans les villes canadiennes où le coût de la vie est élevé comme Toronto et Vancouver.

LE MANQUE DE LOGEMENTS ABORDABLES EST LE PRINCIPAL OBSTACLE

Les difficultés qu'éprouvent les réfugiés à trouver un logement adéquat ont été abordées pour la première fois au début des années 1990 dans une brève mais importante étude réalisée par le Service du logement de la Ville de Toronto (Ville de Toronto, 1992). Plusieurs études ciblant des villes particulières se sont intéressées depuis aux expériences des réfugiés au chapitre du logement, les suivantes étant les plus récentes : évaluation du rôle du logement dans l'établissement des demandeurs d'asile accueillis à Montréal (Rose et Ray, 2001), analyse de la situation de logement d'un groupe de réfugiés afghans à Kitchener-Waterloo (Bezanson, 2003), enquête sur le sans abrisme absolu et relatif des immigrants et des réfugiés dans la région de Vancouver (Hiebert et coll., 2005; D'Addario et coll., 2007; Sherrell et coll., 2007), étude comparative des expériences vécues par des Angolais (principalement des réfugiés) et des Mozambicains (d'un statut autre que celui de réfugié) sur le plan du logement à Toronto (Teixeira, 2006), étude comparative détaillée des expériences liées au logement et de l'importance d'un foyer pour les demandeurs d'asile à Londres (R.-U.) et à Toronto (Kissoon, 2007), étude longitudinale de deux ans portant sur les expériences en matière de logement vécues par des réfugiés nouvellement arrivés à Winnipeg (Carter et coll., 2008) et analyse comparative des expériences vécues par des réfugiés parrainés et des demandeurs d'asile dans l'accès à un logement permanent à Toronto (Murdie, 2008).

Collectivement, ces études concluent que la difficulté de trouver un logement abordable constitue le principal obstacle pour les réfugiés nouvellement arrivés qui cherchent un logement de bonne qualité, même à Montréal et à Winnipeg où les loyers sont relativement peu élevés comparativement à ceux de Toronto et de Vancouver. Bon nombre de réfugiés n'ont pas d'emploi ou travaillent seulement à temps partiel, touchant ainsi un revenu très faible. En raison des longues listes d'attente pour un nombre limité de logements sociaux, la plupart des réfugiés vont initialement vers le marché locatif privé. Comparativement à d'autres immigrants et à la population générale, les réfugiés consacrent une part excessivement élevée de leur revenu au logement, ce qui laisse peu d'argent pour d'autres nécessités comme la nourriture et les vêtements. En plus du manque de logements abordables, les mauvaises conditions des logements, le manque de sécurité ainsi que la discrimination raciale et culturelle comptent parmi les difficultés souvent signalées. Le surpeuplement représente également un problème parce que les réfugiés voient en la cohabitation une façon d'obtenir un logement abordable et sécuritaire. Cette stratégie entraîne cependant un manque d'intimité et un stress additionnel.

Les données provenant de Toronto et de Winnipeg révèlent qu'avec le temps, les réfugiés améliorent leur situation financière, leurs conditions d'habitation et leur satisfaction face au logement (Murdie, 2008; Carter et coll., 2008). L'abordabilité s'est sensiblement améliorée à Winnipeg, où les coûts de logement sont relativement bas. À Toronto en comparaison, où les loyers sont plus élevés, quelque 75% des répondants consacraient toujours plus de 50% du revenu familial au logement. La capacité des réfugiés de trouver un logement adéquat et abordable dépend donc largement des caractéristiques du marché local de l'habitation. Dans le pire des scénarios, les réfugiés connaissent des périodes de sans abrisme. À Toronto par exemple, Kissoon (2007, 189) a constaté que 67% des répondants réfugiés avaient été (physiquement) sans chez soi et que 60% s'étaient sentis (émotionnellement) sans chez soi à un moment donné après leur arrivée au Canada.

LES RÉFUGIÉS PARRAINÉS PAR RAPPORT AUX DEMANDEURS D'ASILE

Selon les données de Toronto, l'accès au logement est beaucoup plus ardu pour les demandeurs d'asile que pour les réfugiés parrainés, surtout au début de l'établissement (Murdie, 2008). Les deux groupes ont éprouvé des difficultés à trouver un logement permanent (loyer élevé, faible revenu, source de revenus et obligation d'avoir un garant), mais les réfugiés parrainés étaient plus susceptibles d'avoir à Toronto des amis et des parents capables de les aider dans leur recherche de logement et d'agir, dans certains cas, comme cosignataires pour louer un appartement. Comme il fallait s'y attendre, les réfugiés parrainés ont obtenu un logement permanent beaucoup plus rapidement que les demandeurs d'asile — en un mois en moyenne comparativement à sept mois en moyenne pour les demandeurs d'asile. Ils étaient également beaucoup moins susceptibles d'opter pour la cohabitation et plus susceptibles d'obtenir un logement dans une tour d'habitation et de s'établir dans un secteur où vivent des membres de leur groupe ethnique, y voyant une source possible de soutien social. Les réfugiés parrainés habitaient aussi des logements plus grands. En comparaison, les demandeurs d'asile occupaient divers types de logements moins intéressants, y compris des logements à une chambre, des appartements de sous-sol et des logements dans des immeubles bas. Les demandeurs d'asile ayant contacté des organismes d'aide à l'établissement ont obtenu un logement permanent plus rapidement que ceux n'ayant pas utilisé cette ressource. Pour les deux groupes, la capacité de fournir une preuve

de revenu, provenant préférablement d'un emploi, a été déterminante pour obtenir un logement permanent. Bien que les deux groupes aient vécu des débuts précaires sur le marché de l'habitation, les réfugiés parrainés s'en sont mieux tirés que les demandeurs d'asile.

Avec le temps, les demandeurs d'asile ont amélioré leur situation de logement et réduit l'écart avec les réfugiés parrainés, mais ils accusaient toujours du retard au chapitre du revenu. Les demandeurs d'asile ont progressivement occupé des logements plus spacieux et une proportion plus faible vivait en cohabitation. Ils se sont également réinstallés dans des secteurs habités par d'autres membres de leur groupe ethnique et une petite minorité a pu obtenir des logements sociaux. Le manque d'accès à des logements abordables est toutefois demeurée le principal problème pour les deux groupes. Seulement 30 % environ avaient un emploi au moment de l'entrevue. Une majorité de répondants des deux groupes consacraient plus de 50 % de leur revenu au logement et ont dit avoir beaucoup de difficulté à payer le loyer.

CONCLUSION

Les données tirées du nombre limité d'études canadiennes indiquent clairement que les réfugiés vivent une situation précaire sur le plan du logement, au moins durant la phase initiale de leur établissement. Selon Zine (2002), ils vivent aux limites de l'acceptable. Le problème découle essentiellement de revenus insuffisants et de coûts de logement élevé, deux facteurs qui influent sur la capacité de trouver un logement adéquat et abordable. Ce constat s'applique autant aux réfugiés parrainés qu'aux demandeurs d'asile. Ces derniers, cependant, n'ont pas accès aux mêmes mesures de soutien que les réfugiés parrainés et ils ont plus de difficulté à trouver un logement adéquat, du moins au début de leur établissement.

Les participants aux études incluses dans la présente analyse ont proposé un certain nombre de solutions à court et à long terme : (1) offrir des ateliers sur la recherche et la demande d'un logement, y compris des cliniques de logement mobiles ; (2) créer une banque de locateurs qui sont prêts à louer à des réfugiés ; (3) accompagner les réfugiés dans leur recherche de logement ; (4) cerner et éliminer les obstacles discriminatoires systémiques sur le marché de l'habitation ; (5) offrir une indemnité de démarrage servant à l'achat de meubles et autres articles ménagers ; (6) bâtir un plus grand nombre de logements provisoires qui serviraient de transition et de source de soutien entre les refuges et les logements permanents ; (7) pour les logements locatifs privés, offrir un supplément au loyer transférable qui serait rattaché au ménage plutôt qu'au logement ; (8) bâtir plus de logements sociaux, y compris des logements adaptés aux besoins particuliers des ménages plus nombreux des réfugiés. Les trois premières suggestions sont prises en charge dans une certaine mesure par les organismes d'aide à l'établissement, quoiqu'un nombre de réfugiés moins élevé que prévu tirent profit des services offerts. La mise en œuvre de ces mesures et d'autres initiatives allègera la réinstallation des réfugiés au Canada et facilitera leur entrée sur le marché canadien du logement locatif à coût relativement élevé.

RÉFÉRENCES

Bezanson, R. Z. 2000. *Make Yourself at Home: Exploring Housing and Resettlement with Afghan Refugee Households in Kitchener-Waterloo, Ontario*. Waterloo: Unpublished master's thesis. Department of Geography, University of Waterloo.

Carter, T., C. Polevychok, A. Friesen, et J. Osborne. *The Housing Circumstances of Recently Arrived Refugees: The Winnipeg Experience*, Winnipeg: Canada Research Chair in Urban Change and Adaptation, University of Winnipeg, 2008.

Citoyenneté et Immigration Canada. *Faits et chiffres 2006 — Aperçu de l'immigration : résidents permanents et temporaires*, Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada, Direction générale de la recherche et de l'évaluation, 2007.

Citoyenneté et Immigration Canada. *Faits et chiffres 2002 : aperçu statistique des résidents temporaires et revendicateurs du statut de réfugié*, Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada, Direction générale des priorités, planification et recherche, 2003.

City of Toronto Housing Department. *Refugee Housing Study*, Toronto: City of Toronto Housing Department, Research Report # 92-004, 1992.

Conseil canadien pour les réfugiés. *La situation des réfugiés : présentation des enjeux relatifs à l'immigration et aux réfugiés au Canada*, Montréal, Conseil canadien pour les réfugiés, 2008.

D'Addario, S., D. Hiebert, et K. Sherrell. « Restricted Access: The Role of Social Capital in Mitigating Absolute Homelessness among Immigrants and Refugees in the GVRD », Refuge 24: 107-115, 2007.

Ferdinands, S. *Sinhalese Immigrants in Toronto and their Trajectories into Home Ownership*, Toronto: Unpublished master's thesis, Graduate Programme in Geography, York University, 2002.

Ghosh, S. *We Are Not All The Same: The Differential Migration, Settlement Patterns and Housing Trajectories of Indian Bengalis and Bangladeshis in Toronto*, Toronto: Unpublished PhD dissertation, Graduate Programme in Geography, York University, 2006.

Hiebert, D., et P. Mendez. Settling In: *Newcomers in the Canadian Housing Market 2001-2005*, Vancouver: Metropolis British Columbia, 2008, Working Paper Series No. 08-04.

Hiebert, D., A. Germain, R. Murdie, V. Preston, J. Renaud, D. Rose, E. Wyly, V. Ferreira, P, Mendez et A.M. Murnaghan. *Aperçu de la situation et des besoins en matière de logement des immigrants récents dans les RMR de Montréal, Toronto et Vancouver.* Ottawa, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2006.

Hiebert, D., S. D'Addario, et K. Sherrell avec S. Chan. *The Profile of Absolute and Relative Homelessness Among Immigrants, Refugees, and Refugee Claimants in the GVRD*, Vancouver: MOSAIC, 2005.

Kissoon, P.N. *Reconsidering Homelessness: Refugees' Housing Experiences and Meanings of Home in Canada and the UK*, London: Unpublished PhD dissertation, Geography Department, King's College London, 2007.

Murdie, R.A. « Pathways to Housing: The Experiences of Sponsored Refugees and Refugee Claimants in Accessing Permanent Housing in Toronto », *Journal of International Migration and Integration = Revue de l'intégration et de la migration internationale* 9: 81-101, 2008.

_____ .« Housing Affordability: Immigrant and Refugee Experiences », In J. D. Hulchanski and M. Shapcott (eds.), *Finding Room: Policy Options for a Canadian Rental Housing Strategy*. Toronto: CUCS Press. 147-158, 2008.

_____ .« Housing Affordability and Toronto's Rental Market: Perspectives from the Housing Careers of Jamaican, Polish and Somali Newcomers », *Housing, Theory and Society* 20: 183-96, 2003.

_____ .V. Preston, S. Ghosh et M. Chevalier. *Immigrants and Housing: A Review of the Canadian Literature from 1990 to 2005*, Ottawa, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2006.

Oliveira, L. *Housing Trajectories into Home Ownership: A Case Study of Punjabi Sikh Immigrants in the Toronto CMA*. Toronto: Unpublished master's thesis, Graduate Programme in Geography, York University, 2004.

Rose, D., et B. Ray. « The Housing Situation of Refugees in Montréal Three Years after Arrival: The Case of Asylum Seekers who Obtained Permanent Residence ». *Journal of International Migration and Integration = Revue de l'intégration et de la migration internationale* 2: 493-529, 2001.

Sherrell, K., S. D'Addario, et D. Hiebert. « On the Outside Looking In: The Precarious Housing Situations of Successful Refugee Claimants in the GVRD », *Refuge* 24: 64-75, 2007.

Teixeira, C. « Housing Experiences of Black Africans in Toronto's Rental Market: A Case Study of Angolan and Mozambican Immigrants ». *Canadian Ethnic Studies = Études ethniques au Canada* 38: 58-86, 2006.

Zine, J. *Living on the Ragged Edges: Absolute and Hidden Homelessness Among Latin Americans and Muslims in West Central Toronto*. Toronto: Informal Housing Network, 2002.